



RCS : MONTAUBAN

Code greffe : 8201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MONTAUBAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 00310

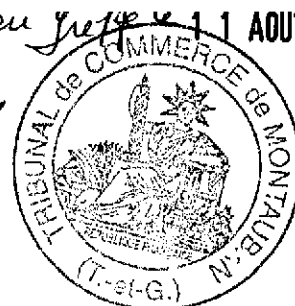
Numéro SIREN : 353 176 647

Nom ou dénomination : FINANCIERE MSO

Ce dépôt a été enregistré le 11/08/2014 sous le numéro de dépôt 1864

de pose sur le 11 AOUT 2014

N°A/1866



FINANCIERE MSO
Société Anonyme à conseil d'administration
Au capital de 500.000 euros
SIEGE SOCIAL : 625, route de Paris
BP 800
82008 MONTAUBAN CEDEX
353.176.647 RCS MONTAUBAN

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE

ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 30 JUIN 2014

L'an deux mille quatorze, et le trente juin, à onze heures trente, les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social sur convocation faite par le Conseil d'administration.

Chaque actionnaire a été convoqué par lettre.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance à laquelle sont annexées les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance.

Le cabinet KPMG, représenté par Madame Béatrice CHARLAS, Commissaire aux comptes, régulièrement convoqué, est présente à la réunion.

Monsieur Bernard DELON, Commissaire aux comptes, régulièrement convoqué est absent et excusé.

Monsieur David JEAN préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Monsieur Jean-Louis MARTY et Madame Monique MARTY, les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Est désigné secrétaire de séance : Madame Camille VALES

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent31.150.....actions sur un total de 31.250 actions composant le capital, soit plus du quart et plus du tiers des actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'assemblée générale tant en sa partie ordinaire qu'en sa partie extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ainsi que les formulaires de vote par correspondance ;
- la copie et le récépissé postal d'avis de réception de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes ;
- le rapport de gestion du Conseil d'administration sur les comptes sociaux ;

- le rapport de gestion du Conseil d'administration sur les comptes consolidés ;
- le rapport du Conseil d'administration sur les opérations présentées à l'assemblée générale extraordinaire ;
- l'inventaire de l'actif et du passif de la Société au 31 décembre 2013 ;
- les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;
- les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ;
- le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés ;
- le rapport général des Commissaires aux comptes ;
- le rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées ;
- le rapport des Commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital réservée aux salariés titulaire d'un PEE ;
- l'information relative au montant des honoraires versés à chaque Commissaire aux comptes ;
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée ;
- le projet de statuts intégralement refondus intégrant le mode gestion par un directoire et un conseil de surveillance.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, devant être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition, au siège social ou sur le site Internet de la Société dont l'adresse figure sur l'avis de convocation, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit, dans les conditions légales, aux demandes de communication dont elle a été saisie.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

I – De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

- Rapport de gestion du Conseil d'administration sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2013,
- Rapport du Conseil d'administration sur les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2013,
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;
- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés clos le 31 décembre 2013 ;
- Approbation des comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat et distribution de dividende, le cas échéant, par prélèvement sur les réserves ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice de consolidation clos le 31 décembre 2013 ;

- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ; approbation des conventions qui y sont mentionnées ;
- Fixation des jetons de présence ;
- Ratification des décisions prises par les assemblées générales ordinaires appelées à statuer sur les comptes des exercices clos les 31 décembre 2010, 2011 et 2012.

II – De la compétence de l’assemblée générale extraordinaire :

- Rapport du conseil d’administration sur les propositions de modifications statutaires et sur la proposition d’augmentation réservée aux salariés adhérents d’un plan d’épargne d’entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ;
- Changement du mode de gestion de la Société : adoption de la gestion par un Directoire et un Conseil de surveillance avec effet au 1^{er} juillet 2014,
- Mise en harmonie des statuts avec les dispositions légales en vigueur avec effet au 1^{er} juillet 2014 ;
- Refonte intégrale des statuts et adoption des nouveaux statuts de la société avec effet au 1^{er} juillet 2014 ;
- Nomination des premiers membres du conseil de surveillance avec effet au 1^{er} juillet 2014;
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur la délégation donnée au Directoire (ou au conseil d’administration le cas échéant) sur l’augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d’un plan d’épargne d’entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail,
- Autorisation à donner au Directoire (ou au conseil d’administration le cas échéant) pour augmenter le capital social par émission d’actions avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des salariés adhérents d’un plan d’épargne d’entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail. Fixation de la durée de la délégation, fixation du montant nominal maximal de l’augmentation de capital, fixation du prix d’émission des actions nouvelles.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Puis présentation est faite :

- des comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2013,
- des comptes consolidés arrêtés à la date du 31 décembre 2013 ;
- des rapports du conseil d’administration,
- des rapports des commissaire aux comptes,
- du projet de texte des statuts intégralement refondus intégrant le mode gestion par un directoire et un conseil de surveillance

Enfin, la discussion est ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes inscrites à l’ordre du jour.

II- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE :

SEPTIEME RESOLUTION : ADOPTION D'UN DIRECTOIRE ET D'UN CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide d'adopter le type d'administration de la société comprenant un directoire et un Conseil de Surveillance en remplacement du Conseil d'Administration actuel, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2014.

La société sera désormais régie, à compter du 1^{er} juillet 2014 par les articles L.225-57 à L.225-93 du Code de Commerce.

Les articles des statuts concernant les organes de la société sont donc remplacés. D'autre part, les mentions « Directoire » et « Conseil de Surveillance » seront substitués aux mentions « Administrateurs » et « Conseils d'Administration » selon leurs fonctions dans tous les articles où il en est fait mention.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés et ayant le droit vote sur cette résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

HUITIEME RESOLUTION : CONSTATATION DE LA FIN DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée Générale prend acte de la fin des mandats des membres du Conseil d'Administration avec effet au 30 juin 2014 minuit et leur donne quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés et ayant le droit vote sur cette résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

NEUVIEME RESOLUTION : NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'Assemblée Générale, comme conséquence de la cinquième résolution, décide de nommer, à compter du 1^{er} juillet 2014 pour une durée de 6 années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2020 et qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, comme membres du Conseil de Surveillance :

- Monsieur Jean-Louis MARTY
domicilié 3015 route de Vignarnaud 82000 MONTAUBAN
- Madame Monique MARTY
domiciliée 3015 route de Vignarnaud 82000 MONTAUBAN

- Madame Simone MACARD
domiciliée 4, rue Léon Jouhaux 82000 MONTAUBAN

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés et ayant le droit vote sur cette résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Chacune des personnes ci-dessus ont déclaré accepter les fonctions de membres de conseil de surveillance qui viennent de leur être conféré.

**DIXIEME RESOLUTION : MISE EN CONFORMITE DES STATUTS AVEC
LES NOUVELLES DISPOSITIONS LEGALES EN
VIGUEUR**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de mettre en conformité les statuts de la Société avec les nouvelles dispositions légales en vigueur et notamment celles issues de :

- la loi du 1^{er} août 2003 sur la sécurité financière,
- l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme du régime des valeurs mobilières,
- la loi n°2005-842 du 26 juillet 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises,
- le décret n°2010-684 du 23 juin 2010,
- l'ordonnance n°2010-1511 du 9 décembre 2010 complété par le décret n°2010-1619 du 23 décembre 2010.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés et ayant le droit vote sur cette résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

ONZIEME RESOLUTION : REFONTE INTEGRALE DES STATUTS

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du projet de texte des statuts intégralement refondu en raison de l'adoption du mode de gestion par un Directoire et un Conseil de surveillance et de leur mise en harmonie avec les dispositions légales en vigueur, adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts qui régiront, à compter du 1^{er} juillet 2014, la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés et ayant le droit vote sur cette résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

**DOUZIEME RESOLUTION : AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE
AUX SALARIES ADHERENTS D'UN PEE**

L'Assemblée Générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, statuant en application de l'article L225-129-6 (3^{ème} alinéa) du code de commerce,

- 1/ Autorise le Directoire (ou le conseil d'administration en cas de non-adoption de la septième résolution), s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions de numéraire et, le cas échéant, par l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital, réservées aux salariés et dirigeants de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code du Commerce, adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et ce, en application des articles L3332-18 et suivants du code du travail.
- 2/ Supprime en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente autorisation,
- 3/ Fixe à dix-huit mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de cette autorisation,
- 4/ Limite le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente autorisation à 15.000 euros,
- 5/ Décide que le prix des actions à souscrire sera déterminé conformément aux conditions définies aux articles L3332-18 et suivants du code du travail,
- 6/ Confère tous pouvoirs au Directoire (ou au conseil d'administration le cas échéant) pour mettre en œuvre la présente autorisation, prendre toutes mesures et procéder à toutes formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés et ayant le droit vote sur cette résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

TREIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents et représentés et ayant le droit vote sur cette résolution relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président
David JEAN



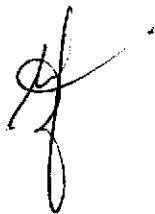
Le Secrétaire
Camille VALES



Les Scrutateurs
Jean-Louis MARTY



Jacques Marty



Déposé au greffe le 11 AOUT 2014

N°A 1866



FINANCIERE MSO
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 500.000 euros
SIEGE SOCIAL : 625, route de Paris
BP 800
82008 MONTAUBAN CEDEX
353.176.647 RCS MONTAUBAN

REUNION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

DU 1^{er} JUILLET 2014

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE DELIBERATION

L'an deux mille quatorze, le premier juillet à 8 heures, les personnes désignées en qualité de membres du conseil de surveillance aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2014 ayant notamment procéder au changement du mode de gestion de la société par adoption d'un conseil de surveillance et d'un directoire avec effet au 1^{er} juillet 2014, se sont réunis en conseil au siège social.

Sont présents et ont signé le registre de présence :

- Monsieur Jean-Louis MARTY,
- Madame Monique MARTY,
- Madame Simone MACARD.

Assistent également à cette réunion :

- Madame Camille VALES,
- Monsieur David JEAN.

La réunion est présidée par Madame Simone MACARD membre du Conseil le plus âgé.

La Présidente constate que tous les membres du Conseil de surveillance étant présents, celui-ci peut valablement délibérer à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Constitution du bureau du Conseil et Nomination du Président du Conseil de surveillance, Et du Vice-Président du Conseil de surveillance,
- Nomination du Directoire, du Président du Directoire et d'un Directeur Général,
- Fixation de leur pouvoir et de leur rémunération,
- Répartition des jetons de présence,
- Pouvoirs à conférer pour les formalités.

Après échange de vues, le conseil prend les décisions suivantes :

▪ **Nomination du Président du Conseil de surveillance**

Le Conseil de surveillance nomme, à compter de ce jour :

Monsieur Jean-Louis MARTY, domicilié 3015 route de Vignarnaud 82000 MONTAUBAN

en qualité de Président du Conseil de surveillance pour la durée de son mandat de membre de conseil de surveillance, soit pour une durée de 6 années qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira en 2020 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Il disposera de tous les pouvoirs que la loi et les statuts attachent à ces fonctions.

Monsieur Jean-Louis MARTY remercie les membres du Conseil de surveillance de leur confiance et déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

La séance se poursuit alors sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MARTY.

▪ **Nomination du Vice-Président du Conseil de surveillance**

Le Conseil de surveillance nomme, à compter de ce jour :

Madame Monique MARTY, domiciliée 3015 route de Vignarnaud 82000 MONTAUBAN

en qualité de Vice-Président du Conseil de surveillance pour la durée de son mandat de membre de Conseil de surveillance, soit pour une durée de 6 années qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira en 2020 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Elle disposera de tous les pouvoirs que la loi et les statuts attachent à ces fonctions.

Madame Monique MARTY remercie les membres du Conseil de surveillance de leur confiance et déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

▪ **Nomination du Directoire**

Le Conseil de surveillance fixe à deux le nombre des membres du Directoire et nomme, en qualité de premiers membres du Directoire :

- Madame Camille VALES domiciliée 57, Faubourg du Moustier 82000 MONTAUBAN
- Monsieur David JEAN, domicilié 69, chemin de Montagne 82000 MONTAUBAN

pour une durée de quatre années, soit jusqu'au 30 juin 2018.

Les membres ainsi nommés introduits en séance, déclarent accepter lesdites fonctions.

Chacun d'eux déclare en outre qu'il satisfait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de sièges de membre du Directoire, Directeur Général unique, Président du Directoire, Président du Conseil d'administration ou Directeur Général de sociétés anonymes qu'une même personne peut occuper, aucune fonction et qu'il n'est frappé d'aucune interdiction ou déchéance susceptible de lui interdire l'exercice de ces fonctions.

▪ **Présidence du Directoire**

Le Conseil de surveillance confère à Madame Camille VALES la qualité de Président du Directoire, pour la durée de son mandat de membre du Directoire, soit, ainsi qu'il est dit ci-dessus, jusqu'au 30 juin 2018.

Madame Camille VALES déclare accepter lesdites fonctions.

▪ **Nomination d'un Directeur Général**

En outre, le Conseil de surveillance désigne Monsieur David JEAN en qualité de Directeur Général de la Société, avec les mêmes pouvoirs de représentation vis-à-vis des tiers que le Président du Directoire et pour la même durée.

Monsieur David JEAN déclare accepter lesdites fonctions.

▪ **Pouvoirs du directoire**

Le Directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente un rapport au conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les documents comptables qui doivent être soumis à l'assemblée annuelle.

Il est rappelé que le Directoire ne pourra consentir aucun aval, caution ou garantie en faveur de tiers sans l'autorisation expresse du Conseil de surveillance. De même, la cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations ainsi que la constitution de sûretés sous quelque forme que ce soit ne pourront être effectuées qu'après autorisation expresse du Conseil de surveillance.

Le Président du Directoire et le Directeur Général représentent la société dans ses rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers tous actes engageant la Société sont valablement accomplis par le Président du directoire ou tout membre ayant reçu du conseil de surveillance le titre de Directeur Général.

▪ **Pouvoirs pour les formalités**

Le Conseil de surveillance donne tous pouvoirs au Directoire à l'effet d'effectuer toutes formalités légales de publicité relatives aux décisions ci-dessus.

Toutes les décisions ci-dessus ont été adoptées à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture a été signé par tous les membres du conseil de surveillance.

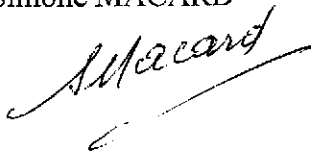
Jean-Louis MARTY

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'L' intertwined, with a long horizontal stroke extending to the right.

Monique MARTY

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'M' and 'T' with a long horizontal stroke extending to the right.

Simone MACARD

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style, with a long horizontal stroke extending to the right.

Déposé au greffe

11 JUIN 2014

N°A1566



FINANCIERE MSO

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance

Au capital de 500.000 euros

SIEGE SOCIAL : 625, route de Paris

BP 800

82008 MONTAUBAN CEDEX

353.176.647 RCS MONTAUBAN

STATUTS MIS A JOUR

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2014

Avec effet au 1^{er} juillet 2014

CERTIFIÉ CONFORME À L'ORIGINAL

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Wale", written over a horizontal line.

ARTICLE 1er - FORME

La société a été initialement constituée sous la forme de société civile particulière par acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 8 décembre 1989, enregistrée à MONTAUBAN RP, le 11 décembre 1989 sous le Folio 49, Bordereau 134/4.

Elle a été transformée en société anonyme par décision unanimes des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 30 septembre 2000.

La société anonyme, alors administrée par un conseil d'administration, a changé de mode d'administration et a adopté un directoire et conseil de surveillance aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2014 et ce, avec effet au 1^{er} juillet 2014.

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une société anonyme à directoire et conseil de surveillance régie par les dispositions légales et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée : FINANCIERE MSO

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme à directoire et conseil de surveillance" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- les prises de participations dans toutes sociétés, la détention de tous portefeuilles de titres ;
- la gestion des portefeuilles-titres ainsi que toutes opérations mobilières et immobilières de prestations de services s'y rapportant ;
- la fourniture de prestations aux sociétés contrôlées en matière notamment financière, comptable, juridique, administrative, informatique, d'organisation, de gestion, de direction, de communication, de marketing, d'animation, de gestion de la qualité des produits et des sommes et de contrôle qualité, de ressources humaines, de définition de stratégies.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé : 625, route de Paris – BP 800 82008 MONTAUBAN CEDEX.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une décision du conseil de surveillance, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit à compter du 30 janvier 1990, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

6-1 Lors de la constitution de la société réalisée par acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 8 décembre 1989 enregistré à la recette des impôts de MONTAUBAN le 8 décembre 1989, F°49 B°1347/4, les associés d'origine ont fait uniquement des apports en numéraire à concurrence de VINGT MILLE FRANCS.

6-2 Ces apports ont été libérés par les associés au fur et à mesure des besoins de la société sur simple appel de la gérance.

6-3 Par traité en date du 14 juin 1999, approuvé par Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 1999, il a été fait apport en nature :

- par Monsieur Jean-Louis MARTY de 59 parts sociales qu'il détenait dans la SCI LE TUC pour une valeur globale de 59.000 Francs, lequel a été rémunéré par l'attribution de 5 parts sociales de 100 francs de valeur nominale, numérotées de 201 à 205 entièrement libérées,
- par Madame Monique MACARD épouse MARTY de 39 parts sociales qu'elle détenait dans la SCI LE TUC pour une valeur globale de 39.000 Francs, laquelle a été rémunérée par l'attribution de 3 parts sociales de 100 francs de valeur nominale, numérotées de 206 à 208 entièrement libérées.

Par conséquent, le capital social a été augmenté de 800 Francs.

La différence entre la valeur nette de l'apport et la valeur nominale des parts attribuées en rémunération de ces apports a été est inscrite au bilan sous l'intitulé "prime d'apport".

6-4 Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 juin 1999 le capital social a été augmenté d'une somme en numéraire de 1.400 Francs par création de 14 parts sociales de 100 Francs de valeur nominale assorties d'une prime d'émission de 12.900 Francs par part. Ces parts sociales ont été souscrites comme suit :

- 6 parts sociales par Monsieur Jean-Louis MARTY numérotées 209 à 214
- 8 parts sociales par Madame Monique MARTY numérotées 215 à 222

6-5 Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 juin 1999 le capital social a été augmenté d'une somme de 277.800 Francs par incorporation de la totalité de la prime d'apport et de la prime d'émission. Il a été créé 2.778 parts sociales nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune et attribuées à :

- Monsieur Jean-Louis MARTY à concurrence de 1.389 parts sociales numérotées 223 à 1.611
- Madame Monique MARTY à concurrence de 1.389 parts sociales numérotées 1.612 à 3.000

6-6 Par traité en date du 12 septembre 2000 approuvé par Assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 2000, il a été fait apport :

- par Monsieur Jean-Louis MARTY de 522 actions qu'il détenait dans la SA MACARD pour une valeur globale de 1.983.600 F, lequel a été rémunéré par l'attribution de 901 parts sociales de 100 francs de valeur nominale, entièrement libérées,
- par Madame Monique MACARD épouse MARTY de 522 actions qu'elle détenait dans la SA MACARD pour une valeur globale de 1.983.600 F, laquelle a été rémunérée par l'attribution de 901 parts sociales de 100 francs de valeur nominale entièrement libérées,
- par Monsieur Michel MACARD de 440 actions qu'il détenait dans la SA MACARD pour une valeur globale de 1.672.000 F, lequel a été rémunéré par l'attribution de 760 parts sociales de 100 francs de valeur nominale, entièrement libérées,
- par Madame Simone MACARD de 78 actions qu'elle détenait dans la SA MACARD pour une valeur globale de 296.400 F, laquelle a été rémunérée par l'attribution de 134 parts sociales de 100 francs de valeur nominale entièrement libérées.

Par conséquent, le capital social a été augmenté de 269.600 Francs.

La différence entre la valeur nette de l'apport et la valeur nominale des parts attribuées en rémunération de ces apports a été est inscrite au bilan sous l'intitulé « prime d'apport » pour un montant de 5.666.000 Francs.

6-7 Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 septembre 2000 le capital social a été augmenté d'une somme de 4.035.300 Francs par incorporation d'une partie de la prime d'apport. Il a été créé 40.353 parts sociales nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune et attribuées aux associés à raison de 4,2668 parts nouvelles pour 1 part ancienne.

6-8 Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 septembre 2000 le capital social a été converti en unité euro par voie de conversion de la valeur nominale des parts sociales. La dite valeur a été arrondi à l'Euro immédiatement supérieur et le capital a été augmenté par conséquent de 22.653 Euros

6-9 Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 septembre 2000 la société a été transformée en société anonyme et les 30.000 parts sociales de 16 euros chacune ont été substituées par 30.000 actions de 16 Euros chacune et réparties entre les associés à raison de 1 action pour une part sociale.

6-10 Par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 13 novembre 2001 le capital social a été augmenté d'une somme de 20.000 Euros par prélèvement :

- de la totalité de la réserve spéciale pour taux d'impôt sur les sociétés à 19 % pour 13.266,218 €,
- d'une partie du compte « autres réserves » à hauteur de 6.733,782 €,
- et par création de 1.250 actions nouvelles de 16 € chacune attribuées aux actionnaires à raison de 1 action nouvelle pour 24 actions anciennes. Le capital a ainsi été porté à 500.000 €.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ CENT MILLE EUROS (500.000 €). Il est divisé en TRENTE ET UN DEUX CENT CINQUANTE (31.250) actions ordinaires de SEIZE EUROS (16 €) chacune de valeur nominale.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie, dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, l'assemblée générale extraordinaire détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

L'assemblée générale extraordinaire est compétente pour décider une augmentation du capital. Elle peut déléguer cette compétence au directoire dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle peut aussi déléguer au directoire le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les actionnaires ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription est soumise aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. L'assemblée générale extraordinaire peut supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés suivant les conditions légales et réglementaires en vigueur.

En cas d'incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus".

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions en vigueur.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire. Elle s'opère, soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du directoire aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le directoire, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'actionnaire défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par l'assemblée générale ordinaire.

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par l'assemblée générale extraordinaire.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les actionnaires ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

La transmission des titres de capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également à toute cession ou transmission de valeurs mobilières donnant accès au capital qui seraient émises par la société.

ARTICLE 15 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote de l'usufruitier est limité à la seule décision d'affectation des résultats.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS ORDINAIRES

La possession d'une action ordinaire emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Dans les assemblées, chaque action ordinaire donne droit à une voix sous réserve des exceptions prévues par la loi et, le cas échéant, par les statuts.

Chaque action ordinaire donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre toutes les actions ordinaires indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions ordinaires reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 17 - DIRECTOIRE - COMPOSITION

Un directoire administre et dirige la société sous le contrôle d'un conseil de surveillance. Le nombre de ses membres est fixé par le conseil de surveillance, sans pouvoir excéder le chiffre de cinq. Si un siège est vacant, le conseil de surveillance doit dans les deux mois modifier le nombre de sièges qu'il avait antérieurement fixé ou pourvoir à la vacance.

Les membres du directoire, obligatoirement personnes physiques, peuvent être choisis en dehors des actionnaires.

Nommés par le conseil de surveillance, ils peuvent être révoqués par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ainsi que par le conseil de surveillance.

ARTICLE 18 - DUREE DES FONCTIONS DU DIRECTOIRE - LIMITE D'AGE

Le directoire est nommé pour une durée de 4 ans à l'expiration de laquelle il est entièrement renouvelé, nonobstant toute nomination faite dans l'intervalle pour quelque cause que ce soit par le conseil de surveillance. Les membres du directoire sont toujours rééligibles. Tout membre du directoire est réputé démissionnaire d'office lorsqu'il atteint l'âge de 75 ans.

ARTICLE 19 - PRESIDENCE DU DIRECTOIRE - DELIBERATIONS

Le conseil de surveillance confère à l'un des membres du directoire la qualité de président, mais le directoire assume en permanence la direction générale de la société.

Les réunions du directoire peuvent se tenir même en dehors du siège social. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres en exercice, chacun d'eux disposant d'une voix. Le vote par représentation est interdit. En cas de partage, la voix du président du directoire est prépondérante.

Le président constate les délibérations par des procès-verbaux qui sont établis sur un registre spécial et signés par lui et un autre membre.

La limite d'âge du Président du Directoire est fixée à 75 ans.

ARTICLE 20 - POUVOIRS ET OBLIGATIONS DU DIRECTOIRE - DIRECTION GENERALE

Le directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Une fois par trimestre au moins, le directoire présente un rapport au conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les documents comptables qui doivent être soumis à l'assemblée annuelle.

Le président du directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers. Le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du directoire qui portent alors le titre de directeur général. La présidence et la direction générale peuvent être retirées à ceux qui en sont investis par décision du conseil de surveillance. Vis-à-vis des tiers tous actes engageant la société sont valablement accomplis par le président du directoire ou tout membre ayant reçu du conseil de surveillance le titre de directeur général.

Le conseil de surveillance fixe, s'il y a lieu, dans la décision de nomination, le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire.

ARTICLE 21 - CONSEIL DE SURVEILLANCE - COMPOSITION

Un conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. Il est composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus ; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de dix-huit peut être dépassé dans les conditions et limites fixées par la loi. Les membres, personnes physiques ou morales, sont nommés par l'assemblée générale ordinaire qui peut les révoquer à tout moment. Les personnes morales nommées au conseil de surveillance sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du conseil en son nom propre. Aucun membre du conseil de surveillance ne peut faire partie du directoire. Si un membre du conseil de surveillance est nommé au directoire, son mandat au conseil prend fin dès son entrée en fonction.

Si le conseil de surveillance comprend des membres liés à la société par un contrat de travail, leur nombre ne peut dépasser le tiers des membres en fonction.

ARTICLE 22 - DUREE DES FONCTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL - LIMITE D'AGE

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires ayant statué sur les

comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Ils sont rééligibles.

Ils sont révocables à tout moment.

Le nombre des membres du conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 95 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil. Si ce seuil est dépassé, le membre le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la prochaine assemblée générale.

ARTICLE 23 - VACANCES - COOPTATIONS - RATIFICATIONS

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou de plusieurs sièges, le conseil de surveillance peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Si le nombre des membres du conseil devient inférieur à trois, le directoire doit convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil. Les nominations provisoires effectuées par le conseil de surveillance sont soumises à ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire ; le membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 24 - PRESIDENCE ET SECRETARIAT DU CONSEIL

Le conseil élit parmi ses membres un président et un vice-président qui convoquent le conseil et en dirigent les débats et qui exercent leurs fonctions pendant la durée du mandat du conseil de surveillance. Le président et le vice-président sont des personnes physiques. Le conseil détermine, s'il l'entend, leur rémunération.

La limite du Président et du Vice-Président du conseil de surveillance est fixée à 90 ans.

Le conseil peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 25 - DELIBERATIONS DU CONSEIL - PROCES-VERBAUX

Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Le président doit convoquer le conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours, lorsqu'un membre au moins du directoire ou le tiers au moins des membres du conseil de surveillance lui présentent une demande motivée en ce sens. Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Les réunions doivent se tenir au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tout autre local ou localité, mais du consentement de la moitié au moins des membres en exercice.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations. Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du conseil de surveillance qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication

dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. La voix du président de séance est prépondérante en cas de partage. Si le conseil est composé de moins de cinq membres et que deux membres seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations du conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 26 - MISSION ET POUVOIRS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Il autorise le directoire, dans les conditions et limites fixées par les textes en vigueur, à donner des cautions, avals ou garanties au nom de la société, à céder des immeubles par nature, à céder totalement ou partiellement des participations et à constituer des sûretés.

ARTICLE 27 - SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la société sont signés, soit par l'un des membres du directoire, soit encore par tous fondés de pouvoirs habilités à cet effet. Les actes décidés par le conseil peuvent être également signés par un mandataire spécial du conseil.

ARTICLE 28 - REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'assemblée générale peut allouer aux membres du conseil de surveillance en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire. Le conseil de surveillance répartit entre ses membres la somme globale allouée à ses membres sous forme de jetons de présence.

ARTICLE 29 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN MEMBRE DU DIRECTOIRE, UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE OU UN ACTIONNAIRE

Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance, un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la

contrôlant, doit être soumise à la procédure d'autorisation, de vérification et d'approbation prévue par la loi. Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la société par personne interposée. Sont également soumises à cette procédure les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux représentants permanents des personnes morales membres du conseil de surveillance. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 30 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont désignés et exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi. Les commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur. En dehors des missions spéciales que leur confère la loi, les commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par les textes en vigueur. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à toutes les réunions du directoire ou du conseil de surveillance au cours desquelles sont examinés ou arrêtés les comptes annuels ou intermédiaires ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute autre réunion du directoire ou à toute réunion du conseil de surveillance. Ils sont convoqués trois jours au moins à l'avance s'il s'agit du directoire et en même temps que les intéressés dans tous les autres cas.

ARTICLE 31 - EXPERTISE JUDICIAIRE

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, poser par écrit des questions au directoire sur une ou plusieurs opérations de gestion de la société ainsi que, le cas échéant, des sociétés qu'elle contrôle.

A défaut de réponse ou à défaut de communication d'éléments de réponse satisfaisants, ces actionnaires peuvent demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

ARTICLE 32 - NATURE DES ASSEMBLEES

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou d'assemblées spéciales. Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer en particulier sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

Les assemblées générales des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission.

Elles sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 33 - ORGANE DE CONVOCATION - LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le directoire. A défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par la loi notamment par le conseil de surveillance, par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le vingtième des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

ARTICLE 34 - FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION DES ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées sont convoquées par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social. Cette insertion peut être remplacée par une convocation faite aux frais de la société par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire ou encore par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Les titulaires d'actions depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, si ce mode est utilisé, sont convoqués par lettre ordinaire ; ils peuvent demander à recevoir cette convocation par lettre recommandée, s'ils adressent à la société le montant des frais de recommandation ou encore par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions indivises inscrits à ce titre dans le délai prévu à l'alinéa précédent. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier s'il est titulaire du droit de vote.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Il en est de même pour la convocation d'une assemblée prorogée conformément à la loi.

Le délai entre la date, soit de l'insertion contenant l'avis de convocation soit de l'envoi de celui-ci et la date de l'assemblée est au moins de quinze jours sur première convocation et de dix jours sur convocation suivante.

ARTICLE 35 - ORDRE DU JOUR DES ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'ordonnance judiciaire désignant le mandataire chargé de la convoquer. Un ou plusieurs actionnaires représentant la quotité du capital requise par les dispositions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions et de points à l'ordre du jour de l'assemblée. Celle-ci ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Elle peut, toutefois, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs membres du conseil de surveillance et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 36 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et, le cas échéant, aux assemblées spéciales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom au plus tard au jour de l'assemblée générale.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et conformes à la réglementation en vigueur, lorsque le directoire décide l'utilisation de tels moyens de participation, antérieurement à la convocation de l'assemblée générale.

ARTICLE 37 - REPRESENTATION DES ACTIONNAIRES - VOTE PAR CORRESPONDANCE

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Le mandat est donné pour une seule assemblée ; il peut l'être pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre

extraordinaire, si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours. Il vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire et dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la société trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

La société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur.

L'actionnaire ayant exprimé son vote à distance peut néanmoins participer et voter à l'assemblée générale. En ce cas, comme dans le cas où il céderait ses titres avant l'assemblée, son vote à distance est invalidé.

ARTICLE 38 - TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES - BUREAU

L'assemblée est présidée par le président du conseil de surveillance ou en son absence par le vice-président. A défaut, elle élit elle-même son président. En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

A chaque assemblée, est tenue une feuille de présence dont les mentions sont déterminées par les textes en vigueur. Elle est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et certifiée exacte par les membres du bureau. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Le bureau assure le fonctionnement de l'assemblée, mais ses décisions peuvent, à la demande de tout membre de l'assemblée, être soumises au vote souverain de l'assemblée elle-même.

ARTICLE 39 - VOTE

Le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

Dans certains cas, la loi prive du droit de vote des actionnaires, dont les titres ne sont alors pas pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Il en est ainsi

notamment de l'apporteur en nature, du bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque l'assemblée délibère, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

ARTICLE 40 - EFFETS DES DELIBERATIONS DES ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les délibérations des assemblées d'actionnaires prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables. Toutefois, dans le cas où des décisions de l'assemblée générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après leur ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

ARTICLE 41 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président ou le vice-président du conseil de surveillance ou par un membre du directoire. Ils peuvent être également certifiés par le secrétaire de l'assemblée. En cas de liquidation de la société, ils sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

ARTICLE 42 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du directoire et du conseil de surveillance et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du directoire par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

ARTICLE 43 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 44 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'opérations telles que les augmentations ou réductions de capital. Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf si le pays d'accueil a conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le directoire.

ARTICLE 45 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et transformations, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 46 - ASSEMBLEES SPECIALES

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins sur première convocation le tiers et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Ces assemblées statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 47 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES - QUESTIONS ECRITES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et, le cas échéant, à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

A l'occasion de l'assemblée générale annuelle, le droit de communication porte notamment sur les comptes annuels, le rapport de gestion, les rapports du commissaire aux comptes, les projets de résolution.

A compter du jour où il peut exercer son droit de communication préalable à toute assemblée générale, chaque actionnaire a la faculté de poser, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie de télécommunication électronique, des questions auxquelles le directoire sera tenu de répondre. Les questions doivent être adressées au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée, accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 48 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 49 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le directoire dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels prévus par les dispositions légales et établit un rapport de gestion sur lequel le conseil de surveillance présente ses observations dans son propre rapport sur les comptes de l'exercice. Ces documents comptables et le rapport de gestion sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions déterminées par les dispositions en vigueur et présentés à l'assemblée annuelle par le directoire.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans les conditions prévues par les dispositions légales applicables aux sociétés.

Des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis à la diligence du directoire et présentés à l'assemblée annuelle, si la société remplit les conditions exigées pour l'établissement obligatoire de ces comptes.

L'assemblée générale statue sur les comptes annuels et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

ARTICLE 50 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du directoire, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement, en numéraire ou en actions, des dividendes ou des acomptes sur dividende.

ARTICLE 51 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'assemblée générale ou, à défaut, par le directoire. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du directoire.

Le dividende peut être payé en actions de la société, sur décision de l'assemblée générale.

ARTICLE 52 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les formalités prévues par les dispositions en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le directoire doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 53 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par les dispositions légales, le directoire est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'assemblée est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'assemblée extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 54 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par dispositions légales.

La dissolution met fin aux fonctions du directoire et du conseil de surveillance sauf, à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes. Par exception, si la dissolution est prononcée par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire, les dirigeants demeurent en fonction.

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le directoire doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les actionnaires chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils réunissent en outre les actionnaires en assemblées ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les actionnaires peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 55 - FUSION - SCISSION - APPORT PARTIEL D'ACTIF

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut accepter la transmission de patrimoine effectuée à la société par une ou plusieurs autres sociétés à titre de fusion ou de scission. Elle peut pareillement, transmettre son patrimoine par voie de fusion ou de scission ; cette possibilité lui est ouverte même au cours de sa liquidation, à condition que la répartition de ses actifs entre les actionnaires n'ait pas fait l'objet d'un début d'exécution.

De même, la société peut apporter une partie de son actif à une autre société ou bénéficier de l'apport d'une partie de l'actif d'une autre société.

ARTICLE 56 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les actionnaires, les membres du directoire et du conseil de surveillance et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires sont jugées conformément aux textes en vigueur et soumises à la juridiction compétente.